



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du 06 mai 2022 portant mise en demeure à la société BUTACHIMIE de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à Chalampé

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 portant prescriptions complémentaires (codificatif partie risque chronique) à la société BUTACHIMIE située à Chalampé ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 mars 2020 portant prescriptions complémentaires à la société BUTACHIMIE située à Chalampé ;

VU le rapport du 01/03/2022 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que les résultats d'autosurveillances transmis par l'exploitant depuis le deuxième trimestre 2021, pour les rejets des émissaires n°17 et 19 (Fours TGN n° et n°2), montrent que les valeurs limites en concentration qui lui sont imposées, ne sont pas respectées par l'exploitant ;

Considérant par ailleurs qu'en vu de pouvoir agir sur ses niveaux d'émissions, l'exploitant est contraint par des périodes d'arrêt unités, n'intervenant qu'en 2023 pour l'installation, et qu'en l'état aucun dépassement des valeurs limites réglementaires de la qualité de l'air n'est mesurée sur la station de mesure en continu mise en œuvre par Atmo Grand Est sur la commune de Chalampé ;

Considérant que contrairement aux dispositions de l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 susvisé, l'exploitant n'a pas établi de plan d'action définitif lui permettant

d'atteindre la conformité des rejets des fours TGN n°1 et n°2 pour le paramètre NOx quelque soit le mode de fonctionnement de ces installations ;

Considérant que contrairement aux dispositions de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 susvisé, le rapport transmis trimestriellement par l'exploitant concernant ses résultats d'autosurveillance ne fait pas apparaître pour les rejets des émissaires (n°9, 17, 19, 22 et 23) les concentrations moyenne (et flux) journalière ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société BUTACHIMIE, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé Usine de Chalampé – GESTIFTSFELD 68490 Chalampé, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : **avant le 30 juin 2022**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 susvisé :

« L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. [...]»

Article 3 : **avant le 30 juin 2022**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 susvisé :

«L'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif à l'ensemble des résultats des mesures et analyses du mois précédent imposées au chapitre 9.2. Ce rapport comprend notamment les points suivants :

- les débits et concentrations dans des unités compatibles avec les valeurs limites définies dans le présent arrêté,*
- les flux horaires, journaliers, mensuels et annuels rejetés.*

Le rapport traite en outre de l'interprétation :

- des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), [...]*
- des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.*

Article 4 : Avant le 31 décembre 2023, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2020 susvisé :

«Conduits n°9, 17, 19, 22 et 23 (fours de préchauffage Est, Sud et Ouest, fours TGN1 et TGN2)

Les valeurs limites d'émission ne dépassent pas les valeurs fixées ci-après en fonction du combustible utilisé :

Concentrations instantanées (mg/Nm ³)	Gaz naturel et gaz naturel traité	Gaz résiduaires
[...]		
NO _x	100	300
[...]		

»

Article 5 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

signé

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.